

Se confronter à l'engagement : discussion autour de trois perspectives critiques

Tackling with Engagement: the Sceptical, the Transitional and the Performative Perspectives

Alan Irwin

Traducteur : Philippe Chavot et Anne Masseran



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/376>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.376](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.376)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2010

Pagination : 107-128

ISBN : 978-2-8143-0024-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Alan Irwin, « Se confronter à l'engagement : discussion autour de trois perspectives critiques », *Questions de communication* [En ligne], 17 | 2010, mis en ligne le 21 septembre 2015, consulté le 08 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/376> ; DOI : [10.4000/questionsdecommunication.376](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.376)

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2019.

Tous droits réservés

Se confronter à l'engagement : discussion autour de trois perspectives critiques

Tackling with Engagement: the Sceptical, the Transitional and the Performative Perspectives

Alan Irwin

Traduction : Philippe Chavot et Anne Masseran

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Philippe Chavot (Université de Strasbourg) et Anne Masseran (Université de Strasbourg)

- 1 Un mouvement inédit affecte les discours (et pratiques) institutionnels relatifs à la gouvernance et à la communication des sciences en Europe occidentale, notamment en Grande-Bretagne. Représentant deux approches distinctes, elles semblent désormais fusionner, du moins en certaines occasions et dans des contextes très particuliers. La « régulation » était jusque-là essentiellement conçue comme un élément technique, légal et bureaucratique, qui devait être traité *via* la standardisation, l'évaluation scientifique et la conformité technique. Parallèlement, la « communication » des sciences et des technologies était largement prise en charge par le système éducatif, soutenue par le travail des médias, des musées et, occasionnellement, par les campagnes de prévention publiques relatives à l'hygiène, la santé (alcoolisme, tabagisme, nutrition) ou encore par les plans d'urgence. Actuellement, on note une tendance de plus en plus forte à « communiquer », plus particulièrement dans les domaines propices à la controverse (les aliments à base d'organismes génétiquement modifiés – OGM –, la biologie de synthèse, les nanotechnologies). « Communiquer » signifie alors ouvrir les structures de prise de décision en amenant le public à elles, cette évolution vers la communication étant comprise comme un élément essentiel de la gouvernance. Dans le même temps, la

communication publique concernant la science et la technologie met de plus en plus souvent en scène des questions inhérentes aux politiques (*policy*), aux directions et aux choix stratégiques. Ainsi demande-t-on aux publics leur avis : la culture des OGM doit-elle être étendue commercialement ? Sous quelles conditions et avec quelles finalités, la recherche sur les cellules souches peut-elle être éthiquement acceptable ? Pensez-vous que les centrales nucléaires de nouvelle génération doivent être construites dans votre pays ?

- 2 Dans ce cadre, il faut souligner l'évolution de la nature de la communication se rapportant à la science et à la technologie. On ne se contente plus d'une communication scientifique qui délivrerait « les faits » à un public naïf et non éduqué. Désormais, nombre d'opérations de communication ont pour objectif de favoriser le dialogue, de faciliter la consultation et l'échange, et d'encourager un examen plus limpide des nouveaux développements scientifiques. L'accent mis sur les présentations « tape à l'œil » de la science – révérencieuses, éloignées du sens commun, édifiantes – s'est déplacé vers un traitement plus « contextuel » faisant entrer la science dans le quotidien, insistant sur les défis éthiques, soulignant les aspects controversés. Une observation similaire pourrait être faite concernant la nature de la gouvernance scientifique : la distinction entre « régulation » et « promotion » de la science et de la technologie n'est plus de mise. Elle cède la place à une notion élargie de « gouvernance » où science et technologie apparaissent comme un élément parmi d'autres au sein d'un mouvement plus vaste tourné vers la compétitivité économique et le bien-être social.
- 3 Dans le contexte de ces évolutions – en tant qu'analystes politiques, chercheurs en sciences sociales et citoyens –, nous examinerons comment, concrètement, donner du sens aux liens émergents entre communication, gouvernance et engagement. Pouvons-nous considérer que la réponse acceptable serait de minorer de telles évolutions en estimant qu'elles ne seraient que légitimatrices, symboliques, « de façade » ? Ou peut-être devrions-nous considérer que ces développements sont constitutifs d'une lente transition vers de nouveaux liens entre science et société ? Quelles conséquences et quels prolongements pouvons-nous imaginer pour le futur ? Nous examinerons les réponses le plus souvent apportées à ces questions : la réponse sceptique, celle transitionnelle et celle performative.

Engager les publics dans les choix scientifiques : une « nouveauté » en gouvernance investie depuis longtemps par les chercheurs en sciences sociales

- 4 En 2000, la Chambre des Lords britannique aborde le vaste sujet « Science et société » en soulignant le « nouvel esprit de dialogue » entourant science et technologie (*House of Lords*, 2000). À l'instar de ce que l'on peut lire dans la plupart des autres rapports publiés en Grande-Bretagne depuis la fin des années 90 (Phillips *et al*, 2000 ; RCPE, 1998 ; RS/RAE, 2004), le *Lords Select Committee* insiste sur les relations qui seraient particulièrement tendues entre science et société, en évoquant les inquiétudes croissantes du public face aux développements scientifiques et technologiques. Il plaide pour une reconnaissance des doutes et incertitudes du public et pour une transformation de la culture de communication scientifique et des processus de prise de décision. En parallèle, le modèle des conférences de consensus, initialement développé au Danemark par le Conseil de la

technologie, a atteint une réputation internationale (Horst, Irwin, à paraître). Selon un site américain¹, 18 pays organisent des « conférences de consensus » à la danoise, durant lesquelles les citoyens délibèrent sur la politique scientifique et technologique. De même, les Pays-Bas, qui jouissent d'une solide tradition de dialogue et d'engagement public en matière de science et de technologie, ont organisé un débat public majeur sur les aliments génétiquement modifiés qui a débouché sur des résultats mitigés (Hagendijk, Irwin, 2006). Celui-ci illustre une fois de plus le resserrement des liens entre communication et gouvernance.

- 5 Corrélativement à ce mouvement touchant de nombreux pays européens, le Plan d'action de la Commission européenne « Science et société », publié en 2002, appelle à un « dialogue ouvert » pour l'innovation technologique. Celui-ci constituerait l'un des éléments du « nouveau partenariat » entre science et société (CCE, 2002). Le portail Science et société de la Commission européenne souligne qu'elle « a le devoir de créer les conditions propices à un dialogue structuré sur les questions relatives à la science dans le but d'anticiper et de clarifier les espoirs et les préoccupations du public. Face à un public informé et engagé, les sciences pourront pleinement contribuer à stimuler la compétitivité, améliorer notre qualité de vie et nous garantir un avenir durable »². Ainsi une « nouvelle » forme de gouvernance scientifique aurait-elle émergé, caractérisée par une préoccupation « inédite » pour la communication publique de la science et insistant sur le rôle plus actif et « engagé » que devraient jouer les publics (Irwin, 2006). En ce sens, on voit assez couramment les institutions scientifiques préciser que le modèle du déficit (Irwin, 1995 ; Wynne, 1995), présupposant que le public est non informé et ignorant, appartient à un temps révolu, et qu'elles acceptent désormais la nécessité d'une communication ouverte, d'un dialogue, d'un échange bilatéral et d'une consultation de la société. *A contrario*, le rôle dévolu aux membres du public se limitait auparavant à être les « témoins silencieux » du développement des nouveaux territoires socio-techniques, on leur demande de devenir des participants engagés – du moins à certains moments, sur certains sujets et d'une certaine façon. Ce phénomène est particulièrement visible au Royaume-Uni, où de nouveaux secteurs d'innovation – telles les nanotechnologies et la biologie de synthèse – ont été accueillis avec inquiétude par le gouvernement et les institutions. En effet, ces derniers craignaient que la « voie du progrès » ne soit entravée par un public anxieux et sceptique, emporté par la vague de la réponse sociétale aux aliments génétiquement modifiés. Dans des situations de ce type, la réponse institutionnelle consiste à mêler éducation et consultation : tentant d'un côté de présenter les « faits » – généralement en termes rassurants – et demandant de l'autre – avec une apparente sincérité – au public de s'engager davantage pour que ses valeurs et préférences puissent être prises en compte. Mais les objectifs de cet engagement ne sont guère définis en dehors, évidemment, de la nécessité de « reconstruire la confiance du public en la science » (Irwin, 2001 ; Horst, Irwin, à paraître).
- 6 Ainsi les pays d'Europe occidentale accordent-ils désormais une importance politique capitale aux questions de la « nouvelle » gouvernance scientifique (en particulier en Grande-Bretagne, mais aussi au sein de la Commission européenne). Mais tout cela est-il si « nouveau » ? Force est de constater que les relations science, gouvernance et démocratie sont loin d'être une « nouvelle » problématique dans le monde académique. Dans le domaine Science-Technologie-Société (STS), le travail de Dorothy Nelkin constitue un premier jalon d'importance. Dans *Décisions technologiques et démocratie* (1977), elle souligne l'existence de ce qu'elle perçoit comme un paradoxe potentiel : l'émergence de

la « participation en tant qu'idéologie » (*ibid.*, 1977 : 12). Ce, au moment même où la « complexité technique menace de restreindre les choix politiques efficaces » (*ibid.*) puisque durant les années 70, des problèmes tels que l'énergie nucléaire et la pollution environnementale suscitaient de vives revendications en faveur d'une participation accrue des publics. Dorothy Nelkin (*ibid.* : 7) nuance toutefois ses propos en suggérant que ces cas soulevaient plus généralement « des questions difficiles concernant le *locus* de l'autorité dans les prises de décision techniques ayant de profondes conséquences sociales. Ils soulèvent en particulier des questions ayant trait au rôle des citoyens concernés dans le processus de prise de décision »³.

- 7 Même si elle a grandement contribué à l'intégration de « la participation du public » en tant que thème majeur dans le champ STS, Dorothy Nelkin n'est évidemment pas la première chercheuse à traiter de ces problématiques. Le scientifique et intellectuel engagé John D. Bernal intégrait déjà une réflexion sur « la science et la démocratie » dans son ouvrage capital *La fonction sociale de la science* (1939). Il y affirme que « la démocratisation et la rénovation du contrôle de la science sont les conditions essentielles de sa survie » (Bernal, *ibid.* : 391). Des questions similaires ont été abordées par des contemporains de ce dernier comme Lancelot Hogben (1938) et, plus tard, par l'Association des travailleurs scientifiques (*Association of Scientific Workers*, 1947). Toutefois, sous le coup de discussions politiques plus larges sur la « démocratie émancipatrice », c'est surtout à la fin des années 60 que ces questions ont attiré l'attention des scientifiques engagés et des universitaires du domaine STS. Ainsi, dès 1969, dans leur ouvrage *Science et société*, Hilary Rose et Steven Rose (1969 : 268) soulèvent-ils des questions évoquant les discussions du début du XXI^e siècle sur l'engagement public :

« À quel moment la communauté a-t-elle décidé qu'elle voulait investir de l'argent et des compétences dans le développement des transplantations cardiaques ? Ou dans les avions de ligne supersonique ? Ou dans la guerre chimique et biologique ? Un examen approfondi montrerait que chacun de ces objectifs technologiques a été formulé et que des dispositions importantes ont été prises en vue de les réaliser sans qu'à aucun moment une décision publique et éclairée n'ait vu le jour »⁴.

- 8 Ce petit retour sur l'histoire académique du débat permet de dégager deux importantes pistes de réflexion. La première conduit à s'interroger sur l'objectif de légitimation des institutions scientifiques que ces initiatives démocratiques pourraient servir – *i.e.* elles constitueraient des moyens de persuasion utilisés pour convaincre les publics que leurs points de vue a été pris en compte, alors qu'il n'y a aucune intention sous-jacente de changer de ligne politique. En se fondant sur ses études de cas, Dorothy Nelkin concluait que « les expériences menées à ce jour représentent plutôt un effort visant à convaincre le public de l'acceptabilité des décisions du gouvernement qu'un transfert réel de pouvoir »⁵. Cependant, « même la faible augmentation du débat public a influencé les politiques des gouvernements »⁶ (Nelkin, 1977 : 99). Anticipant les discussions à venir sur la nécessité d'un engagement « en amont » (Wilsdon, Willis, 2004), Dorothy Nelkin (1977 : 95) indique que, si elle veut être efficace, « la démocratisation exige une participation à un stade précoce du processus politique »⁷.
- 9 La seconde piste ouverte par les discussions STS porte sur le statut épistémologique attribué *in fine* aux contributions des « citoyens engagés » dans le processus de gouvernance scientifique. Jouent-ils uniquement un rôle d'acteurs politiques ou bien constituent-ils également une source de connaissances, d'expertise et de compréhension ? Partant des critiques de ce qu'on appelle le « *Public Understanding of Science* » (PUS – compréhension publique de la science) (Wynne, 1995 ; Irwin, Wynne,

1996), nous formulons l'hypothèse qu'une frontière épistémologique serait conventionnellement établie par les institutions gouvernementales. Elle distinguerait les lieux où l'engagement public est perçu comme légitime – généralement lorsqu'il est question des problèmes d'éthique et de valeurs – des lieux où cet engagement semble illégitime – bien souvent, lorsqu'il s'agit de problèmes nécessitant des connaissances spécialisées et de l'expertise. Cette distinction sert aussi à maintenir une démarcation épistémologique entre la « science » de la prise de décision et la « politique ». Or, cette séparation doit être questionnée. Illustrons ce point par le cas très discuté des OGM. Il semble hors de doute que ceux qui travaillent dans le secteur agricole ont une expertise propre à offrir : des formes de compréhension qui ne sont pas fondées sur la connaissance issue des « manuels », mais sur une expérience directe des pratiques agricoles (Funtowicz, Ravetz, 1993 ; Irwin, 1995 ; Wynne, 1996). Peut-on prétendre que cette connaissance est illégitime et la rejeter simplement ?

- 10 La question n'est pas de faire œuvre de « romantisme » en soulignant la pertinence de formes alternatives de connaissance, ni de trouver un substitut à la science comme moyen de comprendre le monde physique. En fait, nous suggérons que les institutions scientifiques peuvent en pratique être socialement et épistémologiquement fermées au questionnement et au débat élargi (Fischer, 2000). Or, cette fermeture n'est pas sans conséquences concrètes pour les relations entre science et démocratie : les citoyens qui désirent réellement s'engager face aux domaines émergents de la science et la technologie ne risquent-ils pas d'être frustrés en constatant que les institutions relèguent leurs préoccupations à un niveau secondaire « non factuel » ? Dans le même ordre d'idée, ne sera-t-il pas ardu pour les « extérieurs » d'aller à l'encontre du cadre d'hypothèses établi par les décideurs politiques ? De contredire, par exemple, l'hypothèse que la science de « laboratoire » puisse directement conformer ses conditions d'utilisation et de régulation dans le « monde réel » (Wynne, 1996) ? Certains chercheurs du domaine STS ont certes tenté de repenser une distinction entre « science » et « politique » ou entre expérience et expertise (Collins, Evans, 2002, 2003 ; Jasanoff, 2003 ; Rip, 2003 ; Wynne, 2003). Cependant, que l'on soit sociologue ou décideur politique, le fait de reconstruire une séparation nette entre évaluation « publique » et « expertise » ne revient-il pas à éviter d'affronter les questions inhérentes aux réalités de la prise de décision lorsqu'elles sont soumises à des conditions d'incertitude sociale et technique ?
- 11 Insistant sur l'impératif méthodologique consistant à « suivre les acteurs » dans les lieux des interactions socio-techniques, les recherches STS ont largement contribué à démontrer qu'un traitement abstrait des questions relatives aux relations science et démocratie est loin d'être suffisant. En effet, comment concilier des valeurs sociétales telles que la science et la démocratie alors qu'elles sont à la fois potentiellement contradictoires et désirables ? Il convient donc d'explorer ces questions dans leur expression pratique, dans les décisions et dans leurs applications. Comment les formes « d'expérimentations sociales » impliquant science, gouvernance et participation sont-elles concrètement mises en œuvre ? Comment se fondent les actions d'engagement, sur quelles hypothèses d'intervention et sur quelles conceptions du rôle de la science, des publics et de la gouvernance, dans quels cadres particuliers ? Comment le « citoyen scientifique » est-il construit, selon quelle perspective (et venant de qui) ? (Irwin, 2001).
- 12 Dans cette perspective, nous examinerons trois exemples « d'engagement en action » ou encore « trois histoires d'engagement de notre temps ». Chacun renvoie à l'expérience britannique mais, comme nous le verrons, les problèmes qu'ils soulèvent ne sont pas

propres à ce pays. Certes, on pourrait considérer bien d'autres formes d'engagement, ainsi des conférences de consensus, des pratiques fondées sur l'usage de l'internet, ou encore des pratiques formalisées de consultation (qui ne sont souvent que des variantes des études de marché utilisant des focus groups et des questionnaires). Chacune de ces « technologies de consultation » soulève des questions propres et consolide la thèse qui voudrait que la forme particulière de la consultation soit au moins aussi importante que la logique sous-jacente à l'« engagement avec les publics ». Pour notre part, nous centrerons notre propos sur trois formes d'engagement : le débat public à grande échelle, l'implication de « profanes » dans des comités scientifiques, les démarches d'anticipation des préoccupations publiques concernant l'émergence des innovations scientifiques et technologiques.

L'engagement en action : trois « histoires » d'engagement

Débattre avec les publics des OGM

- 13 À la fin des années 90, sous le coup des décisions prises par les entreprises nord-américaines de ne plus séparer les récoltes OGM et non-OGM sur le marché européen, les publics européens expriment vivement leurs préoccupations concernant les cultures génétiquement modifiées. Le gouvernement britannique réagit en organisant, au cours de l'été 2003, un débat public intitulé « *GM Nation ?* ». Cette initiative devait aussi permettre de clarifier la position de la Grande-Bretagne sur la commercialisation des produits OGM. Le débat proprement dit articulait une série d'événements structurés au niveau local des *counties* et des régions. Le site internet dédié a reçu 2,9 millions de visites. Près de 37 000 questionnaires ont été retournés (*Understanding Risk Team*, 2004). De ce fait, le débat « *GM Nation ?* » apparaît comme la plus importante opération d'engagement public jamais menée en Grande-Bretagne.
- 14 En substance, les principales conclusions du rapport final concernant ce débat public sont les suivantes : les personnes sont généralement mal à l'aise concernant les OGM ; plus elles s'engagent dans les questions relatives aux OGM, plus leurs attitudes se durcissent et plus leurs inquiétudes s'intensifient ; il n'y a qu'un très faible soutien à une commercialisation prochaine ; il existe une méfiance générale concernant le gouvernement et les entreprises multinationales. Pour le dire simplement, le rapport estime que l'opinion publique considère la commercialisation des OGM de la manière suivante : « Pas encore – sinon jamais ».
- 15 En dépit de l'ampleur impressionnante donnée à cette initiative, le débat n'a pas été considéré comme un succès. Dans un rapport très critique, un comité de la Chambre des communes conclut « [qu']il est profondément regrettable que la partie ouverte du processus n'ait pas, loin s'en faut, débouché sur un « débat public », mais, qu'au lieu de cela, elle soit devenue un dialogue réservé en grande partie aux personnes nanties d'un bagage scolaire et d'une situation sociale particuliers. Le plus grand échec de ce débat est qu'il n'ait pas impliqué un éventail plus large de personnes » (Chambre des communes, Commission de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, 2003 : 15). Le groupe parlementaire multipartite (*the cross-party group of MPs*) a attribué ce prétendu échec à été au manque de temps et d'argent. Des critiques assez symptomatiques des

initiatives visant à faire participer les publics ont dépeint le débat sur les OGM comme : ne réussissant pas à dissiper le soupçon d'instrumentalisation pesant sur un gouvernement cherchant à légitimer une décision éventuelle en faveur d'une commercialisation sélective ; manquant de clarté quant aux buts du gouvernement et aux objectifs de la consultation ; ayant souffert des relations difficiles entre le comité d'organisation du débat et le gouvernement ; et, ayant été organisé beaucoup trop tard par rapport aux procédures de développement technologique (*Council for Science and Technology*, 2005). Tout se passe comme si, de façon quasi inévitable, les opérations impliquant les publics généraient des critiques et récriminations accrues et que toute initiative visant à l'engagement des publics conduisait à ce que l'on exige plus de formes d'engagement, meilleures de surcroît (Horst, 2005).

- 16 Outre les enjeux et défis spécifiques de « *GM Nation ?* », l'engagement du public sous la forme spécifique d'un débat national soulève d'autres questions significatives. Est-il possible de produire un débat informé, réfléchi et « engagé », autour de questions aussi complexes en se contentant d'une rencontre d'une demi-journée ou d'un contact peut-être très bref avec un site web ? À quel genre de démocratie sommes-nous confrontés lorsque, certes, de nombreuses opinions sont exprimées alors qu'il n'y a guère de dialogue, de réponses directes ou de réelles interactions avec les décideurs ? Le débat « *GM Nation ?* » a révélé de manière crue les difficultés rencontrées lorsque l'on tente d'établir un équilibre entre les « parties prenantes » (*stakeholders*), y compris les groupes anti-OGM parfois très véhéments durant certaines rencontres, et les citoyens moins impliqués – ou plus « innocents » – venus à ces réunions sans points de vue et opinions clairement articulés. En tout état de cause, de nombreux militants anti-OGM ont estimé qu'il s'agissait d'un faux débat puisque les accords commerciaux internationaux de la Grande-Bretagne interdisent toute prise en considération de l'opposition aux aliments génétiquement modifiés.

Impliquer les « profanes »

- 17 En Grande-Bretagne, les Comités scientifiques consultatifs (CSC – *Scientific Advisory Committees*) ont été au centre de nombreuses controverses politiques. L'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et l'incapacité du gouvernement à reconnaître durant les années 80 et 90 le caractère imparfait, limité et incertain des conseils provenant de ses experts, constituent un exemple patent de la « politicisation » du risque et des politiques publiques (Jones, 2004 ; Millstone, Van Zwanenberg, 2001). Les débats plus récents autour des aliments issus d'OGM, des nanotechnologies, des maladies nosocomiales, de la grippe aviaire et des déchets radioactifs ont soumis les travaux des CSC à un examen minutieux au niveau politique et public. Actuellement, plus de quatre-vingts CSCs travaillent en lien avec le gouvernement, traitant de questions relatives à l'environnement, à la sécurité alimentaire, au transport et à la santé. Ces comités sont traditionnellement composés de conseillers scientifiques indépendants, généralement issus des champs disciplinaires. Or, la « nouvelle » gouvernance scientifique a incité certains comités à s'élargir en intégrant des membres provenant d'un domaine autre que celui de l'expertise scientifique directement concernée. Ces membres « non-experts » sont généralement qualifiés de « profanes » ou *Lay* (voir Jones, Irwin, à paraître).
- 18 Il était prévisible que l'intégration de non-scientifiques au sein des instances d'expertise scientifique suscite des conflits. Ainsi la Commission Science et Technologie (*Science and*

Technology Select Committee) de la Chambre des communes a-t-elle précisé, dans un de ses rapports, que les comités ne devaient pas nommer des profanes de façon trop systématique, notamment dans les domaines plus techniques (*House of Commons Select Committee on Science and Technology*, 2006). Au moment même où des profanes sont nommés dans le CSCS, surgit un ensemble de questions concernant les avantages, les limites et les perspectives de leur implication dans ces comités. En Grande-Bretagne – au moins – la participation de profanes aux processus consultatifs scientifiques est définie de façon très vague (Dyer, 2004 ; Hogg, Williamson, 2001). Aucun accord n'est établi en ce qui concerne les critères qualifiant le « profane » et sa fonction. Et pourtant, en dépit de toutes ces incertitudes, le gouvernement tend à élargir la composition des comités au-delà du cœur de compétence scientifique de l'expertise. L'un des membres profanes peut ainsi définir son rôle : « Un membre profane doit apporter une perspective différente et être en mesure de l'exprimer clairement. Mon travail consiste à poser des questions gênantes, les questions que les experts ne peuvent pas poser. Je peux poser les questions relatives au "pourquoi?". Les experts ont souvent peur de révéler leur manque de connaissance. J'ai le droit d'être ignorant »⁸ (in : Jones, Irwin, à paraître).

- 19 Dans ce contexte, nombre d'interrogations apparaissent à la fois en dehors des CSCS et en leur sein. L'une des plus importantes concerne l'impact potentiel de la participation de profanes sur la façon dont le gouvernement aborde les avis politiques issus de l'expertise. La participation sert-elle d'abord à légitimer les procédures déjà existantes ou s'agit-il au contraire d'une tentative plus porteuse, visant à transformer la définition même de ce qui est considéré comme un « conseil scientifique » ? Revenons un instant aux problématiques concernant le statut épistémologique des opinions et expressions du public. Dès lors, la question qui se pose est de savoir si les profanes sont convoqués uniquement pour traiter certains aspects des débats – les préoccupations éthiques ou les questions de dissémination pour les OGM, par exemple – ou s'ils acquièrent, de par cette participation, un statut équivalent à celui des autres membres des comités. De façon générale, la présence de profanes représente-t-elle potentiellement une menace ou un défi qui remettrait en cause les principes épistémologiques et institutionnels actuels concernant la science et l'expertise ? Parallèlement, la définition même du « profane » doit être interrogée à la fois sur le plan des acteurs – « qui » est choisi pour représenter « le profane » – sur celui de ce que signifie « être profane ». On le voit une fois encore, la pratique de l'engagement est aussi importante que les grands principes qui la soutiennent. À nouveau, les questions habituelles se posent, à savoir : ces initiatives doivent-elles être clairement rejetées parce qu'elles seraient trop superficielles, légitimatrices et pêchant par manque de pertinence et d'impact tout à la fois ? Autrement dit, peut-on affirmer que la présence de profanes représente une étape vers un changement radical dans la gouvernance scientifique en Grande-Bretagne, ou s'agit-il seulement d'une expérience limitée et marginale ?
- 20 Ces évolutions sont relativement récentes et les réponses à ces questions s'élaborent dans la pratique empirique : elles prennent partiellement forme dans des débats de haut niveau comme ceux du comité de la Chambre des communes, mais aussi – et c'est tout aussi important – dans le travail quotidien des comités scientifiques consultatifs impliqués. En fait, ce ne sont sans doute pas les réponses générales qui permettront d'éclairer des questions aussi générales que celles que nous venons d'aborder. Au contraire, ces réponses dépendent de contextes et de circonstances bien plus spécifiques. Par exemple, de nombreux profanes indiquent que l'attitude et la démarche du Président

du Comité est susceptible d'influer sur leur sentiment d'engagement et de responsabilisation. Ainsi voit-on que la « réalité » de l'engagement public ou son instrumentalisation à des fins légitimatrices dépendra au moins en partie des perspectives et de l'expérience de celui qui est habilité à poser la question.

Anticiper les controverses

- 21 En 2004, deux des plus importantes institutions scientifiques du Royaume-Uni, la Société royale (*Royal Society*, RS) et l'Académie royale d'ingénierie (*Royal Academy of Engineering*, RAE) ont publié conjointement un rapport sur le développement et l'utilisation future des nanosciences et des nanotechnologies. En accord avec le « nouveau » mode de gouvernance scientifique, le groupe d'auteurs n'était pas seulement composé d'experts techniques et industriels. Il intégrait un environnementaliste, un sociologue et un représentant des consommateurs. Le rapport en lui-même insistait sur la nécessité d'établir un « dialogue entre les parties prenantes et le public » et explicitait les « conditions fondamentales que tout processus de dialogue doit intégrer et que nous recommandons » (RS/RAE, 2004 : 65). Nombre de ces conditions sont désormais familières dans les débats concernant la gouvernance scientifique européenne : la nécessité d'un dialogue et d'un engagement précoces, une exigence de clarté concernant les objectifs du débat, la promesse de la prise au sérieux des résultats, une articulation avec d'autres processus de développement technologique et l'indépendance des moyens. Le rapport insistait particulièrement sur le fait que « la nature fondamentale de la plupart des nanotechnologies donne l'occasion de mettre en place un débat constructif et proactif portant sur le futur de ces technologies, avant qu'elles ne soient profondément ancrées dans la société ou que des positions tranchées apparaissent » (*ibid.* : 67).
- 22 En écho à ce mouvement d'anticipation concernant les nanosciences et les nanotechnologies, des questions similaires sont abordées dans les débats relatifs à la biologie de synthèse, un domaine pouvant potentiellement susciter la controverse. À l'origine de ces initiatives, on ne trouve pas moins de deux bureaux de la recherche britannique : le Bureau de la recherche en biotechnologie et en sciences biologiques (*The Biotechnology and Biological Sciences Research Council* – BBSRC) et le Bureau de la recherche en ingénierie et en sciences physiques (*Engineering and Physical Sciences Research Council* – EPSRC) en collaboration avec d'autres organismes scientifiques comme la RS. Un document public du BBSRC (2009 ; voir aussi Balmer, Martin, 2008) formalise ainsi la question : « Il est très important que les questions éthiques et sociales soient identifiées à ce stade précoce du développement de la biologie de synthèse, avant que de nouveaux produits et procédés ne soient élaborés, ceci afin qu'elles soient prises en considérations par les bailleurs de fonds et les chercheurs »⁹.
- 23 Dans ce cas, comme dans bien d'autres, l'intention d'anticiper les réactions négatives du public face aux développements scientifiques est donc formulée de façon très explicite. Cependant, les questions générales concernant l'intervention précoce des publics dans le processus de développement scientifique et technologique ne sont toujours pas posées explicitement. L'objectif est-il simplement de mieux gérer les réactions du public (Wynne, 2006a) ou plutôt de transformer autant que possible le processus de développement scientifique en faisant apparaître de nouvelles questions, de nouvelles perspectives et de nouveaux défis ?

24 En outre, on voit poindre des défis pratiques concernant la façon dont les attitudes du public envers ces sujets *a priori* obscurs peuvent être stimulées, recueillies et suivies. L'engagement sociétal relatif aux domaines tels que les nanotechnologies ou la biologie de synthèse n'est-il pas susceptible d'être sévèrement limité du fait que les questions débattues restent mal définies, que les publics n'ont qu'une vision partielle et peu réflexive de l'existence de cette technologie, et que les possibilités d'influencer les orientations futures de recherche et de développement demeurent largement indéterminées ? D'après Dorothy Nelkin (1977 : 95), la « démocratisation exige une participation à un stade précoce ». Or, cette participation précoce est problématique parce qu'elle n'a pas toujours les capacités d'identifier les questions clés et parce qu'elle ne sera peut-être pas prise en compte dans le processus politique. On retrouve ici ce que David Collingridge (1980 : 11) appelle le « dilemme du contrôle » : « Lorsque le changement est aisé, on ne peut pas prévoir qu'on en aura besoin ; lorsque le besoin de changement est visible, celui-ci est déjà devenu onéreux, difficile et chronophage »¹⁰. Dans le domaine de la gouvernance de la science et la technologie, il n'est pas démontré que les changements institutionnels et politiques fondés sur une expression précoce des besoins et demandes du public puissent être « faciles ». De la même façon qu'il n'est pas démontré que des forces techniques et économiques connexes ne seront pas inévitablement préférées à cette expression des besoins. Surtout si l'on se réfère à la « compétitivité nationale » et aux promesses scientifiques concernant de nouveaux champs de développement.

Scepticismes, transitions et performativités

- 25 À travers ces trois « histoires d'engagement », il est possible d'entrevoir les potentialités de l'engagement démocratique concernant – en particulier – les domaines controversiels de la science et la technologie. Qu'il s'agisse d'initier un débat national sur une question cruciale pour la science, la société, l'alimentation et l'agriculture, d'innover dans les procédures de consultations scientifiques, ou d'expérimenter des formes anticipatrices de consultation des publics : ces trois exemples proposent ou laissent espérer une direction originale que pourront prendre la science et la démocratie, mais aussi la communication scientifique et la gouvernance. De telles « histoires » requièrent et favorisent des approches renouvelées de la communication scientifique. Elles reposeraient moins sur la transmission d'une acceptation non critique de la science que sur la stimulation délibérée d'une évaluation et d'une réflexion sociétale large concernant les futurs possibles des développements socio-techniques.
- 26 Prenons l'exemple du débat national sur les OGM qui s'est tenu en Grande-Bretagne : on ne peut ignorer les efforts considérables qui ont été consentis dans la conception, la conduite et l'encadrement de la consultation ; on ne peut simplement oublier que les acteurs impliqués dans cette opération étaient très conscients des difficultés, des revendications multiples et des contraintes politiques. Ils étaient sensibles aux limitations budgétaires et temporelles, mais ils étaient surtout conscients de la possibilité de décevoir un grand nombre des parties prenantes extérieures et de perdre le soutien du ministre d'État. Bien sûr, l'opération peut être considérée comme un échec, mais elle peut aussi être présentée comme un point de départ et un stimulant pour l'imagination des acteurs de la communication scientifique et des responsables de la gouvernance scientifique. Ces derniers pourront tirer parti des enseignements des débats qui montrent

que les évaluations et les jugements critiques exprimés par un large public sont à même d'enrichir et de donner plus de consistance à la gouvernance (voir Stilgoe *et al.*, 2006). Or, s'il n'est plus possible de réduire la gouvernance scientifique à un domaine technique, spécialisé et lointain, parce qu'elle apparaît bien plutôt comme un domaine pouvant être légitimement abordé dans les débats et les réflexions publiques, certaines questions s'imposent : quelles sont les conséquences de cette approche de la gouvernance scientifique, à la fois pour la conception et le fonctionnement des procédures institutionnelles ? Quelles autres transformations sont désormais nécessaires dans la façon dont les sociétés européennes abordent les changements techniques ?

- 27 Du côté des sciences sociales, nous commençons à identifier certains des problèmes, enjeux et questionnements fondamentaux émergents. Il est temps d'examiner quelques-unes des réponses possibles à ce mouvement qui fait passer le citoyen du rôle de témoin silencieux à celui de participant engagé (au moins dans le registre déclaratif).
- 28 La première de ces réponses, peut-être la plus évidente, s'appuie sur un scepticisme profond, ace aux déclarations des institutions qui prétendent fonctionner selon un nouveau mode de dialogue et d'engagement. En effet, rien de plus facile que d'identifier des limites tenant à la forme, à l'étendue et aux résultats des initiatives actuelles et passées. Une deuxième proposition considère le langage courant de la « participation » comme une étape nécessaire, mais transitoire, vers une forme vraiment active de communication scientifique et de gouvernance. Selon cette perspective, les développements auxquels nous assistons manifesteraient avant tout l'« ouverture » d'une série de questions plus larges en rapport à la science, l'innovation et la citoyenneté. La troisième proposition à explorer prend en compte la « performativité » de l'engagement : la façon dont même les formes limitées d'engagement créent des possibilités sociales et techniques méritant en elles-mêmes qu'on les discute.

La perspective sceptique

- 29 Si l'on questionne chacune de ces propositions potentielles, le cas du scepticisme est à la fois le plus facile à déceler et le plus difficile à renverser. Bien sûr, les analyses du champ STS accordent une grande place à la prise de conscience des limitations profondes des opérations d'engagement, en termes d'intentions, d'objectifs, de cadres opérationnels de la communication et de la gouvernance mais aussi en termes d'impact (voir Irwin, 2001 ; Wynne, 2006b). Concernant l'un des exemples que nous venons de voir, les critiques ont souligné le décalage entre le verdict public « pas encore – si jamais » concluant le débat britannique portant sur les OGM et la décision finale du gouvernement s'appuyant sur le fait qu'aucune donnée scientifique ne plaide en faveur d'une interdiction globale de leur culture. Les utilisations des OGM doivent être évaluées au « cas par cas » : s'il ne s'agit certes pas d'une approbation enthousiaste de la culture des OGM, c'est toutefois une attitude bien plus positive que celle de nombreux membres du public qui ne voyaient pas en quoi la génération actuelle des aliments OGM pouvait répondre à des besoins sociétaux. En outre, l'ouverture des Comités consultatifs scientifiques vers les « profanes »¹¹ ne risque guère, *a priori*, de contrecarrer une culture réductionniste, restrictive et technocratique des sciences et de la gouvernance dénoncée par de nombreux critiques (voir par exemple, Jasanoff, 1990). En ce sens, l'évolution vers un style de gouvernance fondé sur l'anticipation apparaît surtout comme une entreprise visant à diriger et à contrôler l'opinion publique dans le but d'éviter des conflits futurs. Elle ne semble pas

réellement constituer une offre sérieuse qui permettrait d'ouvrir le débat et d'examiner la gamme complète des solutions scientifiques et sociales alternatives (Stirling, 2008 ; Wynne, 2006a). Pour résumer sans détour cette attitude sceptique : est-il sérieusement envisageable que les responsables de la politique scientifique britannique puissent choisir de ne pas investir dans la biologie de synthèse ou dans les nanosciences en raison des inquiétudes exprimées par les publics ?

- 30 Dans le même mouvement, les formes de consultation qui ambitionnent d'offrir plus qu'une simple « collecte » de l'opinion publique dans un cadre de significations prédéfinies semblent être des entreprises profondément biaisées. Certains vont encore plus loin : pourquoi les publics manifesterait-ils une « attitude » face à quelque chose d'aussi vague et mystérieux que la biologie de synthèse ou les nanotechnologies ? Globalement, le sceptique n'a pas trop de mal à démontrer que les initiatives de « gouvernance engagée » ont été tout au plus marginales, de petite ampleur, essentiellement légitimatrices et purement formelles si on les compare aux investissements massifs opérés dans le même temps par le gouvernement et l'industrie dans les mêmes domaines de la science et de la technologie.
- 31 Face à l'artillerie lourde du sceptique, est-il possible de trouver des contre-arguments assez convaincants pour donner une interprétation plus positive et progressiste à ces initiatives ? Il convient toutefois de souligner que cette critique courante – focalisée sur le fait que les opérations d'engagement « ne changent pas réellement les choses » – s'appuie sur une acception plutôt rigide, unidimensionnelle et à courte vue de la notion même de « changement ». En effet, dans ce cas, le changement est conçu comme la conséquence directe d'un exercice d'engagement spécifique, perceptible à travers l'évolution de la politique gouvernementale. Quant aux buts de l'engagement, ils sont réduits à des objectifs instrumentaux directs et à court terme.
- 32 Si on prend l'exemple, en apparence peu prometteur, du débat « GM Nation ? », il est possible que la décision du gouvernement de procéder au « cas par cas » aille à l'encontre du verdict du débat public. Mais cette position officielle peut également être perçue comme un signe de prudence : elle peut apparaître comme la reconnaissance du manque de soutien du public et indiquer que toute démarche à venir devrait être envisagée avec la plus grande précaution. Ce message circonspect n'a pas été limité aux aliments OGM, mais a également influencé la façon dont la biologie de synthèse et les nanotechnologies ont été par la suite abordées : en menant de nombreuses discussions au sein des administrations dans l'objectif « d'éviter un second OGM ». Certes, il est difficile de proposer des arguments convaincants et documentés qui démontreraient l'impact positif – *i.e.* l'apparition de changements – de l'intégration de profanes au sein des comités ou des opérations d'anticipation dans le domaine des innovations scientifiques et technologiques. Il est sans nul doute tout aussi difficile de nier la fragilité, la marginalité et la vulnérabilité de ces initiatives. Toutefois, le court terme ne constitue pas la meilleure situation pour juger le « changement ». Or, réintégrer les « évaluations sociétales » dans le processus politique peut effectivement constituer un défi bien plus considérable que ce que les sceptiques peuvent admettre. De plus, l'existence même d'un débat portant sur les impacts possibles – mené par les présidents des comités consultatifs scientifiques ou les chefs des bureaux de la recherche, par exemple – constitue en soi un changement important : elle indique à la fois la volonté de « faire quelque chose » et la reconnaissance que ces préoccupations sont réelles, stimulantes et importantes.

L'argument transitionnel

- 33 L'argument « transitionnel » implique que l'« engagement » ne peut pas faire l'objet d'une simple insertion dans les procédures et les méthodes actuelles de gouvernance. Au contraire, les initiatives que nous avons décrites devraient être considérées comme les signes d'une évolution plus progressive et organique. En ce sens, débats et désaccords portant, par exemple, sur la pertinence et l'importance de la présence de profanes au sein des comités scientifiques ne conduiraient pas à une résolution finale binaire (juste/faux, pertinent/non pertinent, réel/légitimatrice). Ils représenteraient un élément d'une approche nouvelle de gouvernance et de communication. Dans cette optique, les opinions des sceptiques représenteraient une ressource vitale pour le changement : elles sont un moyen de tester les possibilités, d'examiner des cas concrets et de susciter des réflexions et des formes de pratique nouvelles. En effet, lorsque l'institution rejette un scepticisme justifié, cela peut être un moyen extrêmement efficace de fermer une discussion et de ne pas prendre en compte de nouvelles possibilités de gouvernance scientifique (Stirling, 2008). Cependant, le scepticisme ne devrait plus être de mise face à des formes inédites d'expérimentation, de créativité et d'imagination, puisque d'autres alternatives sont testées et évaluées. En outre, l'approche sceptique doit reconnaître que toutes les initiatives ne peuvent pas être jugées selon des critères d'immédiateté, de visibilité externe et d'instrumentation. En effet, la « nouvelle » gouvernance scientifique ne pourra pleinement exister qu'à condition que des changements institutionnels et culturels à long terme soient réalisés.
- 34 Si l'on compare les perspectives sceptique et transitionnelle, il faut bien reconnaître que la seconde constitue elle aussi une critique de la « nouvelle » gouvernance scientifique. Au fond, elle suggère que bien des processus de changement semblent hésitants, en tout état de cause, ils ne sont pas achevés. Ainsi la perspective transitionnelle est-elle dans l'attente d'évolutions dans la culture de la science et de la gouvernance qui permettraient que le langage encore limité de l'« engagement » soit à même de prendre en compte une appréciation plus large des imaginaires sociaux et techniques et de l'émergence de possibilités plus créatives. Dans cet état d'esprit, le traitement expérimental par le gouvernement de questions complexes qui se rapportent, par exemple, à l'avenir des aliments transgéniques, de la biologie synthétique ou des nanotechnologies, ne constituerait qu'une première étape sur la voie d'une meilleure culture de la gouvernance scientifique. Dans ce cadre, il faudrait que les problématiques traitées ne concernent pas uniquement la science et la technologie, mais englobent des questions plus larges relatives aux choix de société, aux préférences et à la perception des besoins. Le déroulement effectif du débat sur les OGM laisse apparaître ce décalage : l'agenda du gouvernement était articulé autour de questions concernant le risque, la sécurité et l'impact environnemental, questions qui ne préoccupaient les publics que de façon marginale. Ceux-ci se sentaient bien plus concernés par la nécessité et l'utilité des OGM, la liberté de consommation, ils faisaient état de leurs inquiétudes concernant le pouvoir des sociétés nord-américaines et de leur désir de protéger l'autonomie et la sécurité de l'agriculture britannique. Cet agenda est donc plus étendu, nourri d'inquiétudes et d'expectatives, mais il est généralement occulté par les institutions, désireuses de capter les « attitudes des publics » en se limitant à un domaine scientifique spécifique.

L'approche performative

- 35 Ce point conduit à la troisième perspective que l'on peut appeler « approche performative » (Law, Urry, 2004 ; Mackenzie, 2008). Nous venons de voir que les perspectives « sceptique » et « transitionnelle » ne sont pas simplement opposées, puisqu'elles expriment des critiques assez proches concernant les initiatives en cours. Il convient maintenant de souligner que l'examen de ces questions en termes de « performativité » ne représente pas une contradiction des acquis, mais veut plutôt ouvrir des perspectives. Nous utiliserons une acception simple de la perspective « performative » sur la gouvernance participative : il ne s'agit pas de porter d'emblée des jugements positifs ou négatifs sur ce qui a été réalisé, ni de démontrer que certaines initiatives n'ont pas été à la hauteur de prétendus idéaux démocratiques. Nous voulons explorer ces développements comme des phénomènes en soi, en examinant ce qu'ils font exister (Horst, Irwin, à paraître). L'idée sous-jacente est de mettre de côté le postulat (ou le devoir) qui assigne à chaque initiative la mission de « changer le monde ». Il sera alors possible d'explorer ce qui est problématisé et ce qui est pris pour acquis. Et ce, même dans le cas d'initiatives d'engagement très limitées.

Conclusion

- 36 De manière frappante, chacune des initiatives discutées ici suppose qu'un débat national constituerait le moyen approprié pour aborder des questions controversielles. Ce postulat semble maladroit si on considère, d'une part, la teneur des débats sur le plan européen, et, d'autre part, si l'on se réfère à l'étendue des conséquences et impacts de la mondialisation. D'ailleurs, certains critiques ont souligné ce problème durant le débat autour des OGM : comment le gouvernement peut-il oser prétendre procéder à un examen démocratique de la question alors que l'autonomie britannique est si sévèrement limitée par les accords internationaux¹² ? En termes analytiques, la question qui se pose est de savoir comment s'affirme une identité nationale dans ce contexte : comment le débat concernant les OGM s'est-il focalisé autour de questions relatives à la représentation et l'incarnation d'une nation individuelle ? Il est certain que les activités d'engagement peuvent être considérées comme une forme de « *nation building* »¹³ face aux forces globalisatrices/mondialisatrices de la science et de la concurrence économique : ces dernières contiennent la potentialité – au moins éventuelle – d'ébranler les notions même d'identité et de souveraineté nationale (Horst, Irwin, à paraître).
- 37 D'ailleurs, l'appellation même du débat « *GM Nation* » en Grande-Bretagne représente un exemple évident de « *nation building* » qui serait rassemblée dans un esprit d'engagement autour d'un problème commun, par le biais de réunions locales et d'une discussion communautaire. Elle contiendrait même l'éventualité de son universalisation à travers l'internet. On a pu voir la capacité à l'engagement permettant d'établir une forme de *community building* durant une réunion qui s'est tenue au Nord de l'Angleterre. De nombreux participants se sont insurgés contre les tactiques de quelques groupes anti-OGM qui cherchaient à perturber les rencontres, notamment lorsqu'ils s'élevaient bruyamment contre les propos pro-OGM exprimés par des citoyens locaux – propos d'ailleurs relativement peu nombreux, précautionneux et exprimés par des agriculteurs. Ces militants anti-OGM ont été réduits au silence par les autres au motif de leur manque de

fair play : « Vous avez parlé, c'est son tour maintenant ». Des idéaux sont également identifiables : « Nous, en tant que personne/peuple/communauté (*as a people*) faisons [cela] ». Ils émergent lorsque les participants témoignent de leur désir de relayer le point de vue des absents, de le faire exister au cours de la discussion¹⁴. Souvent, les évaluations instrumentales oublient de prendre en compte ces observations relatives aux fondements sociaux et aux conséquences de l'engagement, ou alors elles les considèrent non pertinentes.

- 38 Les discussions entre participants autour des initiatives d'engagement laissent apparaître une seconde forme de performativité. Les entretiens menés auprès des membres profanes de comités scientifiques consultatifs, des présidents de comité et des responsables clés, ont débouché sur une grande diversité d'avis concernant notamment la question « à quoi sert l'engagement profane ? ». Certains estimaient que les membres profanes renforcent la légitimité des décisions issues du comité, d'autres allaient jusqu'à suggérer que leur rôle est d'abord de faciliter la communication avec le grand public. D'autres encore considèrent que ces derniers pouvaient apporter du « sens commun » aux discussions tout en jouant un rôle essentiel dans le questionnement des décisions du comité (Jones, Irwin, à paraître).
- 39 Il est intéressant de noter que, comme dans le cas des réunions publiques « *GM Nation ?* », ces réponses n'étaient pas pré-formatées ou scénarisées par des institutions toute puissantes qui pourraient contrôler les points de vue, les jugements et opinions des personnes impliquées. Bien au contraire, ces opinions ont été « produites », entre autres raisons, dans le contexte très particulier des entretiens menés par des chercheurs en sciences sociales. De même, les enquêtés n'expriment pas nécessairement un simple jugement normatif indiquant si oui ou non de telles initiatives étaient dignes d'intérêt – même si certains l'ont fait. Ils proposent des idées plus larges, plus contradictoires et plus riches qui permettent de comprendre comment des individus impliqués peuvent donner du sens à ces situations nouvelles pour eux. Dans leurs propos, on voit que la « nouvelle » gouvernance scientifique ne peut être vue ou perçue « d'une seule façon », mais qu'elle peut être performée de plusieurs façons, avec des conséquences très différentes, qu'il s'agisse de faire ressortir des notions partagées d'identité nationale ou de déceler divers engagements. Par conséquent, l'étude de la performativité de l'engagement conduit à tenter de comprendre comment les opinions relatives à l'identité sociale, à la citoyenneté, à l'éveil scientifique et à la communication sont activement constituées et contextualisées. On peut alors aller au-delà de la notion d'« attitude du public » qui laisse entendre que les citoyens ont des opinions relativement fixes et cohérentes sur ces questions, attitudes auxquelles on peut accéder « de l'extérieur » : la perspective performative présente les expressions citoyennes en termes plus dynamiques. Dans cette optique, les « échecs » de l'engagement deviennent aussi intéressants que ses succès. Ce qui comprend d'ailleurs également les discussions portant sur les critères choisis pour décider du « succès » d'une initiative.
- 40 Pour clore cette réflexion, soulignons que nous ne prétendons pas que l'une ou l'autre des trois perspectives envisagées serait à même de peindre un portrait complet de l'état actuel de l'engagement. Les perspectives sceptique, transitionnelle et performative sont utiles dans l'exploration de nouvelles possibilités, tant sur le plan intellectuel que politique. Le mouvement vers l'engagement des publics s'est en partie construit sur la base d'une critique d'une culture réductionniste des sciences et de la gouvernance.

L'ironie serait alors cruelle – ou peut-être prévisible ? – si ces évolutions se résolvait en un débat étié et réductionniste concernant leur efficacité, leur valeur et leur impact.

BIBLIOGRAPHIE

- Association of Scientific Workers, 1947, *Science and the Nation*, Harmondsworth, Penguin.
- Balmer A., Martin P., 2008, *Synthetic Biology : social and ethical challenges*, Swindon, BBSRC.
- Bernal J.-D., 1939, *The Social Function of Science*, London, Routledge.
- Biotechnology and Biological Sciences Research Council (BBSRC), 2009, *Synthetic Biology*. Accès : http://www.bbsrc.ac.uk/publications/corporate/synthetic_biology.pdf
- Collingridge D., 1980, *The Social Control of Technology*, London, Frances Pinter.
- Collins H.-M., Robert E., 2002, « The Third Wave of Science Studies : studies of expertise and experience », *Social Studies of Science*, 32(2), pp. 235-96.
- 2003, « King Canute meets the Beach Boys : responses to the third wave », *Social Studies of Science*, 33(3), pp. 435-452.
- Commission of the European Communities, 2002, *Science and Society : Action Plan*, Luxembourg, Commission of the European Communities.
- Council for Science and Technology, 2005, *Policy Through Dialogue : informing policies based on science and technology*, March, London.
- Dyer S., 2004, « Rationalising the public participation in the health service : the case of research ethics committees », *Health & Place*, 10(4), pp. 339-48.
- Fischer F., 2000, *Citizens, Experts, and the Environment : the politics of local knowledge*, Durham and London, Duke University Press.
- Funtowicz S. O., Ravetz J., 1993, « Science for the post-normal age », *Futures*, 25(7), pp. 735-755.
- GM Nation ?, 2003, *The Findings of the Public Debate*. Accès : www.gmpublicdebate.org.uk
- Hagedijk R., Irwin A., 2006, « Public deliberation and governance : engaging with science and technology in contemporary Europe », *Minerva*, 44(2), pp. 167-184.
- Hogben L., 1938, *Science for the Citizen : a self-educator based on the social background of scientific discovery*, London, George Allen & Unwin.
- Hogg C., Williamson C., 2001, « Whose interests do lay people represent ? Towards an understanding of the role of lay people as members of committees », *Health Expectations*, 4(1), pp. 2-9.
- Horst M., 2005, « Cloning sensations : mass-mediated articulation of social responses to controversial biotechnology », *Public Understanding of Science*, 14(2), pp. 185-200.
- Horst M., Irwin A., 2010, « Nations at ease with radical knowledge : on consensus, consensusing and false consensus », *Social Studies of Science*, pp. 105-126.

House of Commons, Environment, Food and Rural Affairs Committee, 2003, *Conduct of the GM Public Debate*, Eighteenth Report of Session 2002-03 (ordered to be printed 12 November), London, The Stationery Office.

House of Lords, Select Committee on Science and Technology, 2000, *Science and Society*, London, The Stationery Office.

— 2006, *Scientific advice, risk and evidence based policy making*, Seventh Report of Session 2005-6, London, The Stationery Office.

Irwin A., 1995, *Citizen Science : a study of people, expertise and sustainable development*, London, Routledge.

— 2001, « Constructing the scientific citizen : science and democracy in the biosciences », *Public Understanding of Science*, 10(1), pp. 1-18.

— 2006, « The Politics of Talk : coming to terms with the "new" scientific governance », *Social Studies of Science*, 36(2), pp. 299-322.

Irwin A., Wynne B., dirs, 1996, *Misunderstanding Science ? The public reconstruction of science and technology*, Cambridge, Cambridge University Press.

Jasanoff S., 1990, *The Fifth Branch : science advisers as policymakers*, Cambridge MA, Harvard University Press.

— 2003, « Breaking the waves in science studies », *Social Studies of Science*, 33(3), pp. 389-400.

Jones K. E., 2004, « A cautionary tale about the uptake of "risk" : BSE and the Phillips Report », pp. 161-186, in : Stehr N., dir., *The Governance of Knowledge*, New Jersey, Transaction Books.

Jones K. E., Irwin A., 2010, « Creating Space for Engagement ? Lay Membership in Contemporary Risk Governance », à paraître.

Law J., Urry J., 2004, « Enacting the social », *Economy and Society*, 33(3), pp. 390-410.

Mackenzie D., 2008, *An Engine, Not a Camera : how financial models shape markets*, Cambridge, London, The MIT Press.

Millstone E., Van Zwanenberg P., 2001, « Politics of expert advice : lessons from the early history of the BSE saga », *Science and Public Policy*, 28(2), pp. 99-112.

Nelkin D., 1977, *Technological Decisions and Democracy : European experiments in public participation*, Beverly Hills/London, Sage.

Phillips L., Bridgeman J., Ferguson-Smith M., 2000, *The BSE Inquiry : the report*, London, The Stationery Office.

Rip A., 2003, « Constructing expertise : in a third wave of science studies ? », *Social Studies of Science*, 33(3), pp. 419-434.

Rose H., Rose S., 1969, *Science and Society*, Harmondsworth, Penguin.

Royal Commission on Environmental Pollution (RCEP), 1998, *Setting Environmental Standards 21st Report*, London, The Stationery Office.

Royal Society/Royal Academy of Engineering (RS/RAE), 2004, *Nanoscience and Nanotechnologies : opportunities and uncertainties*, RS policy document 19/04, London, Royal Society.

Stilgoe J., Irwin A., Jones K., 2006, *The Received Wisdom. Opening up expert advice*, London, Demos.

Stirling A., 2008, « "Opening up" and "closing down" : power, participation, and pluralism in the social appraisal of technology », *Science, Technology and Human Values*, 33(2), pp. 262-294.

Understanding Risk Team, 2004, *An independent evaluation of the GM Nation ? Public Debate about the possible commercialisation of transgenic crops in Britain, 2003*. Understanding Risk Working Paper 04-02, February.

Wilsdon J., Willis R., 2004, *See-through Science : why public engagement needs to move upstream*, London, Demos.

Wynne B., 1995, « Public understanding of science », pp. 361-388, in : Jasanoff S., Markle G.E., Petersen J.C., Pinch T., dirs, *Handbook of Science and Technology Studies*, London, Sage.

— 1996, « Misunderstood misunderstandings : social identities and public uptake of science », pp. 19-46, in : Irwin A., Wynne B., dirs, *Misunderstanding Science ? The public reconstruction of science and technology*, Cambridge, Cambridge University Press.

— 2003, « Seasick on the Third Wave ? Subverting the hegemony of propositionalism », *Social Studies of Science*, 33(3), pp. 401-17.

— 2006a, « Afterword », pp. 70-78, in : Kearnes M., Macnaghten P., Wilsdon J., *Governing at the Nanoscale : people, policies and emerging technologies*, London, Demos.

— 2006b, « Public engagement as a means of restoring public trust in science. Hitting the notes, but missing the music ? », *Community Genetics*, 9(3), pp. 211-220.

NOTES

1. Accès : <http://www.loka.org/TrackingConsensus.html>

2. Accès : <http://ec.europa.eu/research/science-society/index.cfm?fuseaction=public.topic&id=344>

3. « *Difficult questions about the locus of authority for technical decisions with far-reaching social consequences. In particular, they raise questions about the role of affected citizens in the decision-making process* » (toutes les citations ont été traduites par nos soins).

4. « *When did the community decide that it wanted to invest money and skills into the development of heart transplants ? Or supersonic airliners ? Or chemical and biological warfare ? Close examination would show that all of these technological goals had been formulated and major steps towards achieving them taken without at any point an informed and public decision having been made* ».

5. « *The experiments to date surely represent more an effort to convince the public of the acceptability of government decisions than any real transfer of power* ».

6. « *Even the limited increase in public discussion has influenced government policies* ».

7. « *Democratization requires participation at an early stage of the policy process* ».

8. « *A lay member should bring a different perspective and be able to articulate that perspective. My job is to ask awkward questions, questions that experts can't. I can ask the "why ?" questions. Experts are often afraid to reveal their lack of knowledge. I'm allowed to be ignorant* ».

9. « *It is very important that ethical and other social issues are identified at this early stage in the development of Synthetic Biology, before new products and processes are made, so that research funders and researchers can take these into consideration* ».

10. « *When change is easy, the need for it cannot be foreseen ; when the need for change is apparent, change has become expensive, difficult and time consuming* ».

11. Des « profanes » qui sont d'ailleurs souvent « experts » dans des domaines qui ne ressortissent pas aux sciences de la nature, comme le droit ou l'économie, et peuvent donc difficilement être considérés comme représentatifs de la population au sens large.

12. On notera les accords avec les États-Unis qui s'offusquent ouvertement des potentielles « restrictions commerciales » européennes concernant les aliments transgéniques.

13. NDT : la notion anglo-saxonne de « *nation building* » est à peu près impossible à rendre en français. Il s'agit certes de la construction de la nation, mais aussi et de manière concomitante, des mécanismes qui façonnent l'identité de la nation et l'intégration à la communauté.

14. Beaucoup de critiques ont dénoncé l'heure choisie pour la réunion : l'après-midi, moment durant lequel parents ou actifs ont du mal à se libérer.

RÉSUMÉS

Partant du constat que les pratiques de « communication des sciences » et de « gouvernance scientifique » tendent progressivement à se recouvrir, cette contribution se propose d'explorer les réponses que les chercheurs en sciences sociales – et d'autres acteurs – apportent aux projets européens d'engagement public dans le domaine de la science. Trois initiatives britanniques sont brièvement présentées : le débat national sur les aliments génétiquement modifiés, l'inclusion de « profanes » dans des comités scientifiques consultatifs, et les tentatives d'anticipation des réactions de la société face aux nanosciences et à la biologie de synthèse. Trois perspectives analytiques et politiques sont ensuite exposées : l'analyse « sceptique » aux yeux de laquelle de telles initiatives seraient surtout symboliques et légitimatrices ; la perspective « transitionnelle » pour laquelle elles constitueraient une étape nécessaire mais insuffisante dans le développement de la culture scientifique et politique ; enfin, nous proposons une interprétation « performative ». On conclura par une réflexion plaidant contre l'évaluation réductionniste des initiatives d'engagement.

Starting from the observation that “science communication” and “scientific governance” have become partly merged processes, this paper sets out to explore how social scientists and others might respond to current European initiatives in public engagement with science. Three British initiatives are briefly presented: national debate over genetically modified foods, the inclusion of lay members on scientific advisory committees, and attempts to anticipate societal responses to the nanosciences and synthetic biology. Three analytical and policy perspectives are then presented. Firstly, the “sceptical” view that such initiatives are essentially tokenistic and legitmatory. Secondly, the “transitional” perspective that these are a necessary but insufficient stage in the development of scientific and political culture. Finally, a “performative” interpretation is proposed. The paper concludes with an argument against the reductionist evaluation of engagement initiatives.

INDEX

Keywords : genetically modified foods, nanotechnology, public engagement, science communication, scientific governance, synthetic biology

Mots-clés : aliments génétiquement modifiés, biologie de synthèse, communication scientifique, engagement public, gouvernance scientifique, nanotechnologies

AUTEURS

ALAN IRWIN

Copenhagen Business School

ai.research@cbs.dk